



Le président Paul Biya poursuit son dessein de couper toutes les têtes de ministres trop prompts à se lancer dans la course à sa succession. A commencer par celle d'Edgar Alain Mebe Ngo'o, informe le média français Afrique Intelligence dans article payant publié sur son site internet le 4 décembre 2020.

L'ancien ministre de la Défense Edgar Alain Mebe Ngo'o avait été arrêté début mars 2019. Quelles sont les vraies raisons de la disgrâce de celui qui apparaissait comme l'héritier présomptif de Paul Biya, dont il fut par ailleurs le directeur du cabinet civil (de 1997 à 2004), puis délégué général à la Sûreté nationale (2004-2009), ministre de la Défense (de 2009 à 2015) et des Transports (de 2015 à 2018).

Le média français Afrique Intelligence a apporté quelques éléments de réponses que 237actu partage avec ses lecteurs.

"Son ambition politique a brusquement grandi lors de sa prise fonction au ministère de la défense. Il est alors souvent reçu avec des honneurs de chef d'Etat à l'étranger lorsqu'il représente le président de la République dans d'autres pays, comme ce fut le cas en Chine. On lui prête à l'époque l'intention de viser la place du grand patron, un

type d'ambition que Paul Biya (87 ans) n'a jamais laissé passer

Dans un premier temps, Paul Biya, ne veut pas l'arrêter. Le vieux lion attend un événement politique d'envergure pour le capturer afin de l'agiter comme un trophée politique. Cependant, quand un autre très ambitieux Basile Atangana Kouna se sentant menacé prend la fuite pour le Nigéria, Paul Biya panique. Il croit alors que Mebe Ngo'o peut faire le même scénario.

Une réunion est organisée en urgence au Palais de l'unité où son arrestation est actée. A cette rencontre sont présents les actuels patrons du régime Biya : le secrétaire général à la présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh ; le secrétaire d'Etat à la défense en charge de la gendarmerie, Galax Etoga ; le délégué général à la sûreté nationale, Mbarga Nguélé ; le ministre de la justice, Laurent Ezzo. Ce dernier est chargé de donner une couleur juridique à une affaire éminemment politique. Dès le rapatriement d'Atangana Kouna au Cameroun, Mebe Ngo'o est arrêté le 8 mars 2019 par le corps spécialisé d'officiers

En son temps, Mebe Ngo'o avait fait promouvoir au sein de l'armée de nombreux officiers et haut gradés qui lui étaient redevables. Lorsque Paul Biya le démet de son dernier portefeuille ministériel en 2018, il restructure l'armée en procédant à une redistribution des cartes. Certains fidèles de Mebe Ngo'o sont même affectés hors du pays afin de détruire ses réseaux. Son plus proche collaborateur, en charge des marchés de l'armée, le colonel Elie Ghislain Mboutou, est d'ailleurs avec lui en prison.

Mais, la chute politique de Mebe Ngo'o avait commencé en 2015, quand il est nommé ministre des transports, le vieux lion voulait à cette époque profiter de ce remaniement d'octobre pour l'écarter. Mebe Ngo'o avait finalement pu conserver un ministère après avoir longuement plaidé sa cause auprès du directeur du cabinet civil, Belinga Eboutou. Paul Biya, qui avait prêté une oreille attentive au plaidoyer d'Eboutou, avait déjà arrêté sa copie tenant compte des équilibres tribaux et avait dû sacrifier son beau-frère, Robert Nkili, afin de faire une place à Mebe Ngo'o.

Mais, pour celui qui avait été jusque-là ministre délégué en charge de la défense, les ennuis n'ont été repoussés que de quelques années.

Il quitte finalement le gouvernement en 2018, en même temps que son soutien Belinga Eboutou, qui mourra quelques mois plus tard. Le nom de Mebe Ngo'o figurait déjà parmi la liste des G11, du nom de ces hauts fonctionnaires du régime qui ambitionnaient de remplacer Paul Biya lors de la présidentielle de 2011, désormais tous derrière les barreaux. Ce groupe était notamment composé de l'ex-ministre de l'économie Polycarpe Abah Abah, de l'ancien secrétaire général de la présidence Jean-Marie Atangana Mebara ou encore de l'ex-ministre de l'eau et de l'énergie Basile Atangana Kouna"